

avec toutes les forces populaires

Déclaration de la Direction politique provisoire
du P.S.U. 19 octobre 1974

L'offensive du pouvoir pour faire payer aux travailleurs les frais de la crise monétaire et économique s'est développée jusqu'à présent sans rencontrer de résistance adaptée à son intensité.

Cette offensive comporte trois volets :

1) - Le premier, comparable à d'autres plans de stabilisation, vise à « refroidir » l'activité économique en arguant de la « surchauffe » comme cause de l'inflation. Il s'agit avant tout d'obtenir que les travailleurs se serrent la ceinture pour dégager des capacités nouvelles d'exportation. A cette fin,

— on laisse monter les prix à la consommation ;

— on incite le patronat à faire preuve de fermeté à l'égard des revendications salariales ;

— on règle le niveau du chômage pour faire pression sur la combativité ouvrière ;

2) - Le deuxième volet est constitué par la tentative du pouvoir de relancer la concentration du capital autour de quelques ensembles industriels et financiers de taille mondiale, capables de faire leur place sur un marché dominé par les U.S.A. et l'Allemagne de l'Ouest. Cette perspective implique :

— la liquidation d'entreprises dites marginales, qu'autorise en particulier une politique du crédit fondée sur la dérogation ;

— l'abandon de la politique « nationale »

dans les secteurs de pointe ou de prestige (informatique, aéronautique, construction navale) au profit de solutions plus immédiatement rentables (armement par exemple) ;

3) - Le tout est enfin enrobé dans une politique qui se donne des allures « libérales », et vise à désamorcer un certain nombre de conflits liés à l'archaïsme de la bourgeoisie française (contraception, droit de vote, armée, etc..) tout en n'octroyant qu'une partie des revendications exprimées par les mouvements de masse.

Face à une telle offensive, les travailleurs ne doivent pas se tromper de bataille. En plaçant celle-ci essentiellement sur un terrain préélectoral, ou de compétition pour le meilleur gouvernement capable de gérer la crise, avec le secours d'une partie de la droite, on risquerait de détourner l'attention des combats essentiels, d'isoler les plus durs d'entre eux — comme ceux de Titan Coder ou de l'ORTF — et de ne permettre que des batailles défensives, intervenant après-coup, donc peu susceptibles de modifier le cours de la politique du pouvoir.

La seule riposte efficace aujourd'hui est celle d'une action de masse résolument anti-capitaliste. Les organisations syndicales ont à cet égard des responsabilités essentielles et l'accord CGT-CFDT peut ouvrir la voie à une

telle riposte. Mais celle-ci ne saurait s'enfermer dans le terrain strictement économique, tant il est vrai que sous tous ses aspects, la crise actuelle met en cause le mode de développement capitaliste et le type de société dans laquelle nous vivons.

C'est pourquoi le P.S.U. appelle les travailleurs et leurs organisations politiques et syndicales à mettre en commun leurs moyens d'action, pour que s'affirme à tous les niveaux la volonté populaire contre la politique du régime et des patrons.

La lutte contre le chômage

Face au freinage global de l'activité, il faut tout mettre en œuvre pour assurer la solidarité des travailleurs face à l'emploi. Mais cette solidarité doit être conçue de la manière la plus large possible. Il ne s'agit pas seulement de la solidarité autour de ceux qui sont frappés par le chômage : nécessaire, cette action reste cependant principalement défensive, et parfois isolée. Il s'agit surtout d'organiser l'action autour des solidarités réelles, qui font que chaque travailleur est dépendant de l'emploi d'un autre ; elles existent aussi bien au niveau régional qu'à celui des types d'activité (comme par exemple celles qui lient l'automobile aux constructeurs d'équipement aussi bien qu'aux sociétés d'assurance).

Envisagée sous cet angle, l'action pour l'emploi ne peut être dissociée de l'action politique : toute réponse offensive implique que les travailleurs esquissent ce que pourrait être l'appareil de production dès lors qu'ils pourraient en décider dans une société où leur pouvoir serait assuré.

C'est dans cet esprit que le P.S.U. propose :

— La tenue d'Assises régionales de l'emploi, où se rassembleraient les délégués des travailleurs de toutes les entreprises et de toutes les localités ;

— l'organisation de rencontres nationales centrées sur un secteur d'activité et toutes ses annexes ou dépendances.

L'objectif poursuivi est :

1) - de réunir l'information sur les rapports entre les firmes et les menaces qui, à partir de la crise d'un secteur, peuvent se répercuter sur d'autres entreprises dont les combats

risqueraient d'être isolés ;

2) - de discuter et de mettre en œuvre

— les modalités d'action au sein des entreprises,

— les types de liaison entre les travailleurs des entreprises concernées,

— les moyens d'organiser les solidarités régionales, sectorielles ou nationales,

— l'ouverture d'un débat incluant les organisations syndicales et les groupements de consommateurs et d'usagers autour d'une remise en cause de la production (ex. automobile et transports en commun).

3) - d'organiser le contrôle des travailleurs sur les institutions chargées de gérer le chômage, comme l'Agence Nationale pour l'Emploi, et sur la formation permanente.

La lutte contre la dégradation du niveau de vie

L'inflation est le moyen le plus visible par lequel le capitalisme cherche à faire payer la crise aux travailleurs et aux familles populaires ; mais il utilise aussi d'autres armes, telles que la baisse de la quantité et de la qualité des produits ; et surtout il cherche à opposer producteurs et consommateurs, comme s'il ne s'agissait pas des mêmes, à un bout ou à un autre de la chaîne. Aussi est-il nécessaire :

1) - d'imposer des augmentations non hiérarchisées des salaires, afin d'assurer l'égalité dans le rattrapage du pouvoir d'achat ;

2) - d'intervenir, de l'extérieur comme de l'intérieur des entreprises, contre les manipulations de prix, de qualité ou de quantité des produits (comités populaires contre la vie chère) ;

3) - d'organiser la solidarité dans l'action, notamment entre les travailleurs urbains, les paysans exploités par le capitalisme et les salariés de la distribution, par des actions concrètes telles que les « circuits courts » de produits alimentaires.

En outre, le P.S.U. souhaite que soit redonné vie à l'accord sur la vie chère de novembre 1973, afin que des actions puissent être entreprises à la base par les organisations politiques et syndicales.

Développer l'action de masse sur les problèmes les plus sensibles aujourd'hui

A la mise en scène gouvernementale, qui feint de résoudre des problèmes graves par l'octroi de petites améliorations, il faut opposer une puissante mobilisation de masse :

- Il est plus que jamais nécessaire de renforcer la solidarité active entre travailleurs français et immigrés et le soutien aux organisations et aux luttes des travailleurs immigrés, dans une période où le gouvernement français, après d'autres gouvernements européens, entreprend de « gérer » l'immigration comme une réserve de main-d'œuvre à adapter strictement aux besoins du capitalisme, et où il faut veiller à toute recrudescence d'attitudes racistes.

- Le P.S.U. rappelle son soutien à l'Appel des 100 et à la lutte des soldats pour l'obtention des « droits démocratiques » à l'armée :

- fin des brimades,
- solde alignée sur le SMIC,
- incorporation dans la région d'habitation,
- plénitude des droits politiques et syndicaux (liberté d'expression, droit d'association, application du droit au travail dans l'armée, syndicalisation...).

< Il rappelle > sa solidarité avec les signataires de l'Appel des 100, avec les manifestants du 19° R.A. de Draguignan et du 22° BCA de Nice, entre autres, < et > s'engage à soutenir politiquement les soldats actuellement emprisonnés, dont certains viennent d'être inculpés.

C'est sur cette base politique qu'il a participé à la création de l'Association « Information pour les droits du Soldat » qui se donne pour but de défendre l'application et l'extension des droits démocratiques des jeunes face à la hiérarchie militaire.

Le P.S.U. appelle ses militants, ainsi que les groupes politiques qui soutiennent I.D.S. à former des Comités IDS locaux regroupant tous ceux — et en tout premier lieu les jeunes — qui luttent pour l'obtention des droits démocratiques au sein de l'armée.

Il appelle également toute la gauche à manifester ensemble son opposition à la répression qui frappe actuellement les soldats entrés en lutte contre l'institution militaire, et à organiser le soutien populaire à tous ceux qui luttent contre.

- Une nouvelle fois, une réforme scolaire est mise en chantier selon des procédures technocratiques à peine camouflées par un semblant de concertation. Le P.S.U. appelle à une discussion publique de tous ceux qui sont concernés par les problèmes de l'école et de la formation, pour définir leurs besoins et leurs objectifs en ce domaine.

- La libéralisation de la législation sur la contraception ne doit pas faire oublier que les revendications du mouvement de masse portent aussi sur la liberté et la gratuité de l'avortement ; une action doit donc être développée également pour assurer le contrôle sur l'application de la nouvelle législation et son extension à l'avortement.

- De nombreuses déclarations et interventions gouvernementales indiqueraient que le pouvoir entend réviser une politique urbaine constamment soumise aux intérêts du grand capital. Il ne saurait être question de laisser une fois de plus notre cadre de vie entre les mains des technocrates et des intérêts privés. Plus que jamais, une action unie des habitants des quartiers est nécessaire pour imposer l'amélioration des conditions d'existence.

Dans tous les domaines, le P.S.U. compte prendre l'initiative.

Il demande à ses sections et ses fédérations de poursuivre le travail commun sur ces thèmes avec les forces du courant autogestionnaire, et notamment de prévoir des assemblées-débats ouvertes, qui permettraient de relier les tâches d'aujourd'hui à la perspective de l'autogestion socialiste ;

Il souhaite engager des discussions avec toutes les forces populaires, afin de permettre la mise en œuvre d'actions communes.